

20 juin 2019



Co-funded by the  
Erasmus+ Programme  
of the European Union

UNIPSO

**A4i Atelier entreprises**

# Alliance pour un investissement inclusif dans le soutien et l'accompagnement social Projet a4i

# Programme

- ▶ Intro - Présentation du projet
- ▶ EASP : Le niveau européen
- ▶ CES : Secteur à profit social et investissement
- ▶ Crédal : Investissement vs financement
- ▶ World café

# Le projet a4i

## Objectifs

- ▶ Renforcement des compétences financières au sein du secteur à profit social
- ▶ Développement des connaissances des investisseurs sur les réalités du secteur à profit social
- ▶ Meilleure connaissance mutuelle de ces deux publics

# Contexte

- ▶ Au niveau de l'Europe : déficit d'investissement en infrastructures sociales dans les secteurs de la santé, des services de soins, de l'éducation et des logements sociaux
- ▶ Besoin de faire monter en compétences les gestionnaires d'entreprises sociales afin qu'ils soient en mesure d'assurer le financement, tant public que privé, de leurs entreprises

# Partenaires

## Partenaires belges

- ▶ Coordinateur EASP : Association européenne des prestataires de services pour personnes en situation de handicap
- ▶ UNIPSO – Centre d'économie sociale – CREDAL

## Partenaires européens

- ▶ [HCN](#), Pays-Bas
- ▶ [Université Carlos III de Madrid \(UC3M\)](#), Espagne
- ▶ [Fondation ONCE](#), Espagne
- ▶ [Université Mondragon](#), Espagne
- ▶ [Caja Laboral Kutxa](#), Espagne
- ▶ [APSS CR](#), République Tchèque
- ▶ [CEVRO Institute](#), République Tchèque
- ▶ [Česká spořitelna](#), République Tchèque

# Réalisations 2019 – 2020 – 2021

- ▶ La publication d'un état des lieux du financement social en Europe et un guide européen de principes d'investissement de qualité sur l'investissement, respectivement en juin 2019 et septembre 2020
- ▶ Un programme de formation à destination des deux publics-cibles : les dirigeants d'entreprises sociales et les investisseurs privés pour fin 2019
- ▶ La mise en œuvre de ce programme dans une formation avec le Centre d'économie sociale et l'UNIPSO en 2020
- ▶ La création d'une plateforme web sur le sujet
- ▶ La réalisation d'un MOOC (cours ouvert et massif en ligne) à partir de cette formation en 2021

# Déroulement

- ▶ Atelier sur vos besoins aujourd'hui
- ▶ Atelier sur les besoins des investisseurs en octobre
- ▶ À construire avec vous : suivi du projet et opportunités de formation





# L'Investissement en Europe dans le secteur social

Thomas Bignal  
[thomas.bignal@easpd.eu](mailto:thomas.bignal@easpd.eu)  
Investment Policy Advisor

## À propos d'EASPD

- Fondée en 1996, elle représente plus de **17 000 prestataires de services pour personnes en situation de handicap** en Europe (34 pays)
- **Expertise en matière de handicap** (éducation, emploi, vie autonome, intervention précoce, ..)
- **3 piliers**: information, innovation et impact
- Partenaire clé de l'UE et du Conseil de l'Europe sur les débats politiques internationaux dans le secteur du handicap
- Accrédité à la **Conférence des Nations Unies (NU) de la CDPH**
- **Objectif**: *promouvoir l'égalité des chances pour les personnes en situation de handicap avec des systèmes de soutien/accompagnement efficaces et de haute qualité*

# L'Investissement en Europe aujourd'hui

- Demande croissante de services d'accompagnement et de soutiens partout en Europe . 2 million de nouveaux emplois crée en 10 ans.
- L'Investissement Public dans le secteur des services sociaux est la norme, via different models: marchés réservés, marchés publics, budgets personnalisés, etc; même si de grosses différences existent
- Cet investissement a stagné partout en Europe (en termes réels) et sous investissements depuis 10 ans. Impact:
  - **Pénurie croissante de personnel** et des difficultés à attirer du personnel qualifié;
  - **Les infrastructures sociales sont souvent obsolètes** (+30 ans) et ne sont pas adaptées à la prestations de services de proximité. (Sous-investissement en infrastructures sociales –santé, social, education, logement estimé à 150 milliards chaque année pour les prochaines dix années)
  - **Un financement limité pour l'innovation** dans la prestation de services
- Une experience ou un savoir-faire souvent limité afin d'accéder à un financement privé: pourquoi, quand et comment?

## Que fait l'Union Européenne en terme d'investissement?

- Financement publics: budget européen (FSE, FEDER, Horizon, Erasmus+, etc), regulations des marchés publics et aides d'état, pacte de stabilité et de croissance, Semestre Européen, etc...
- Financement privé: le Plan d'Investissement de l'Europe, une garantie publique afin de débloquer l'investissement privé.
  - Très peu utilisé par le secteur social; c'est pourquoi nous travaillons (y compris avec les partenaires du projet dont l'UNIPSO) pour débloquer ce mécanisme pour l'investissement social.
  - Le nouveau programme – InvestEU – propose de bonnes solutions (un volet social, plus d'aides aux développements de projets locaux, etc)

# ANY QUESTIONS?

THANK YOU FOR YOUR ATTENTION



Thomas Bignal  
[thomas.bignal@easpd.eu](mailto:thomas.bignal@easpd.eu)  
Investment Policy Advisor



/easpdbrux



@EASPD\_Brussels



With the financial support of the European Union Programme for Employment and Social Innovation  
“EaSI” (2014-2020)

EASPD – European Association of Service providers for Persons with Disabilities

[www.easpd.eu](http://www.easpd.eu)



***Entreprises sociales et  
investissement en  
Belgique francophone***

Julie Rijpens

Centre d'Economie Sociale Liège

Cofinancé par le  
programme Erasmus+  
de l'Union européenne



A4I – Alliance for Inclusive Investment

# CONTEXTE ET PAYSAGE BELGE

**Dr. Julie Rijpens**  
Centre d'Economie Sociale  
HEC Liège



# INTRODUCTION

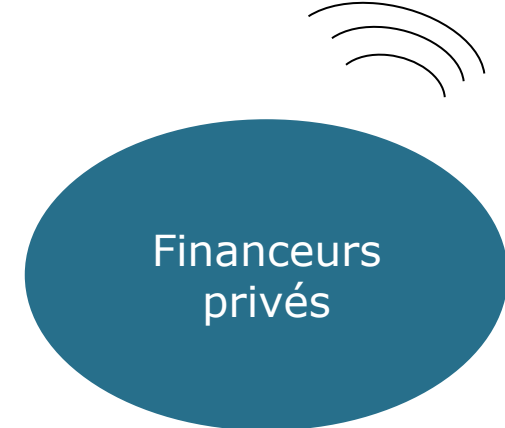
**Contexte externe**



**Financing-mix**



**Contexte externe**



Risques / Opportunités / Balises



# LE SECTEUR ASSOCIATIF / À PROFIT SOCIAL

Secteur associatif / à profit social :

- Associations / ASBL qui remplissent des missions d'intérêt général dans des domaines variés (services à la personne, action sociale, handicap, santé, santé mentale, culture, etc.)

Fondamentaux du secteur associatif :

- Liberté d'association, liberté d'expression
- Complémentarité entre l'action publique et l'action associative
- Autonomie de gestion et d'action
- Diversité des modèles et modes d'action
- Démocratie
- Égalité, solidarité
- Non enrichissement des membres
- Sens des responsabilités

(Sources: Mertens, 2010 ; Charte associative, 2009)

# LE SECTEUR ASSOCIATIF / À PROFIT SOCIAL

## Diversité des modèles socio-économiques:

- Part importante de financement public dans le financing-mix
- Niveau élevé d'institutionnalisation (agréments/reconnaissance, structuration du secteur et des sous-secteurs)
- Niveau élevé de professionnalisation (équipes de professionnels, compétences « métier », systèmes de gestion)
- Diversité dans les finalités sociales et missions d'intérêt général
- Diversité dans les modes d'action et d'intervention
- Diversité dans les modes d'interaction avec les bénéficiaires
- Diversité dans les activités
- Diversité en termes de taille

# LE SECTEUR ASSOCIATIF / À PROFIT SOCIAL

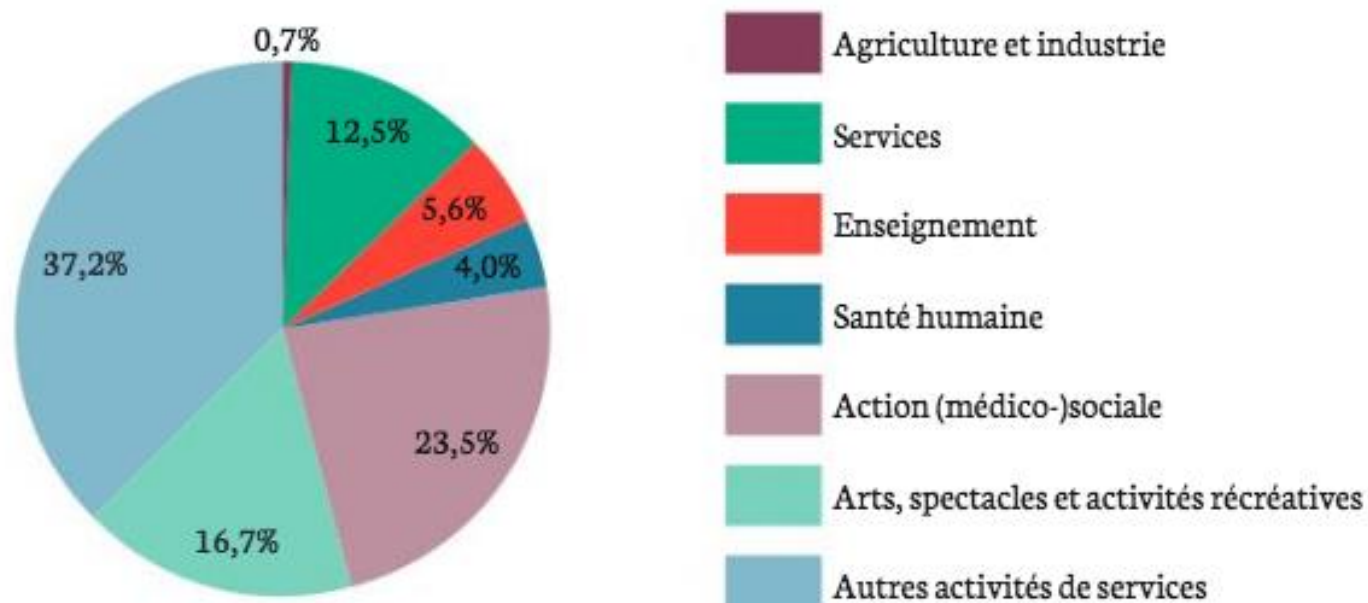
Le secteur associatif / à profit social en chiffres :

	Emploi	Nombre d'organisations
<b>Secteur à profit social (définition étroite)</b>	<b>212.818</b>	<b>10.461</b>
Soins de santé	77.458	2.819
Services sociaux / Action Sociale	102.232	3.594
<i>Avec hébergement</i>	<i>60.980</i>	<i>1.487</i>
<i>Sans hébergement</i>	<i>41.252</i>	<i>2.107</i>
Culture, loisirs, sports	28.363	3.740

(source: ONSS, 4ème trimestre 2016)

# LE SECTEUR ASSOCIATIF / À PROFIT SOCIAL

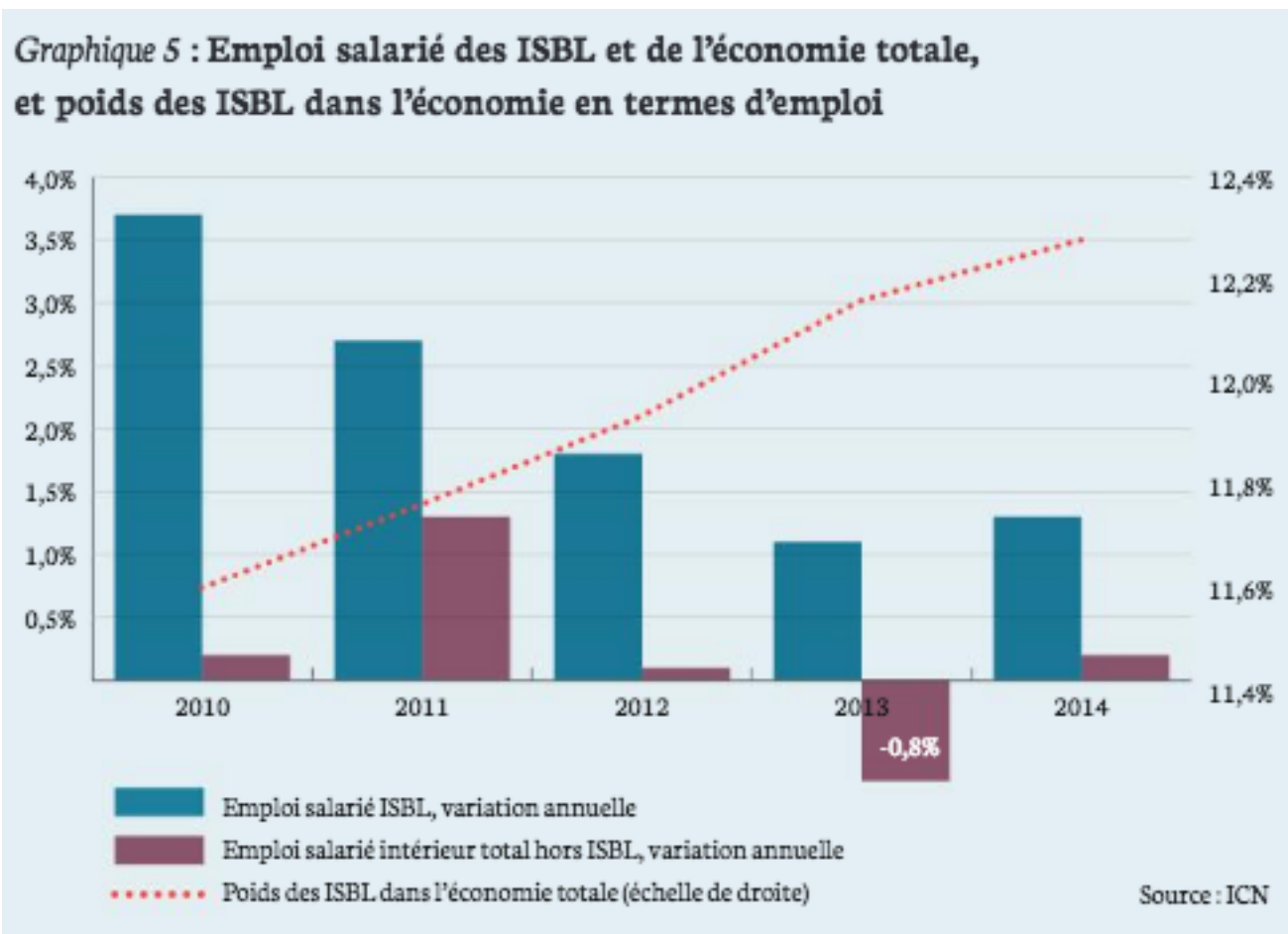
Graphique 2a : Le champ d'activité des ISBL en 2014 - Répartition du nombre d'ISBL



Source : ICN

(source: Fondation Roi Baudouin, 2017)

# LE SECTEUR ASSOCIATIF / À PROFIT SOCIAL



(source: Fondation Roi Baudouin, 2017)

# LE SECTEUR ASSOCIATIF / À PROFIT SOCIAL

Tableau 9 : Emploi salarié, création nette d'emploi et évolution de l'emploi dans les ISBL sur la période 2009-2014, par branche d'activité

	Emploi salarié 2009 (unités)	Emploi salarié 2014 (unités)	Création nette d'emplois entre 2009 et 2014 (unités)	Évolution moyenne de l'emploi salarié (p.c.)
Agriculture et industrie	10.213	10.544	332	0,7%
Services	56.865	60.546	3.682	1,3%
Enseignement	9.042	10.962	1.920	3,9%
Santé humaine	130.818	145.223	14.405	2,1%
Action sociale	157.882	181.217	23.335	2,8%
Arts, spectacles et activités récréatives	15.417	16.295	878	1,1%
Autres activités de services	40.417	42.220	1.803	0,9%
<b>TOTAL ISBL</b>	<b>420.653</b>	<b>467.008</b>	<b>46.355</b>	<b>2,1%</b>
<i>p.m. Reste de l'économie</i>	<i>3.303.295</i>	<i>3.336.458</i>	<i>33.163</i>	<i>0,2%</i>

(source: Fondation Roi Baudouin, 2017)

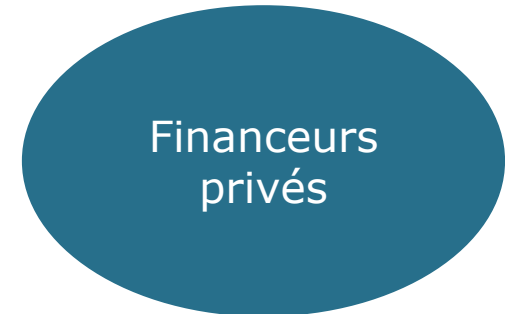
**Contexte externe**



**Financing-mix**

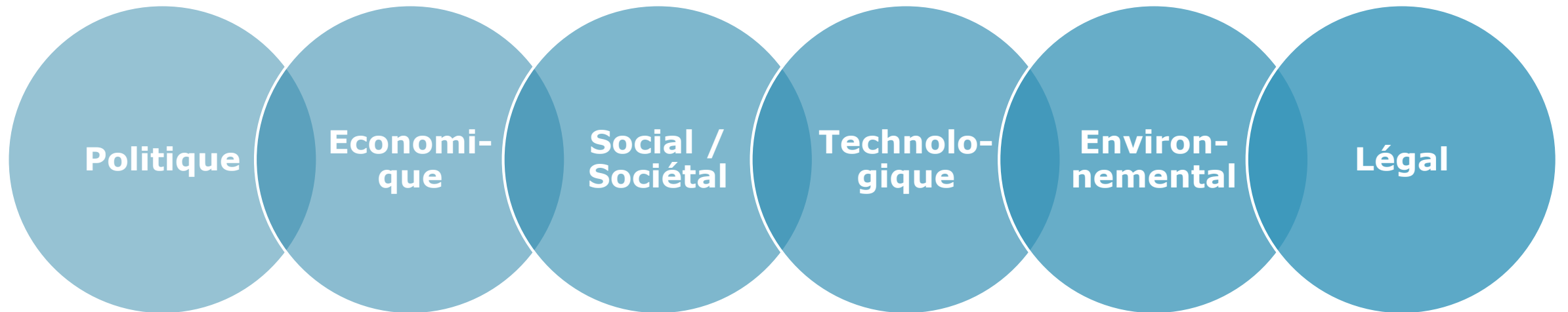


**Contexte externe**



Risques / Opportunités / Balises

# LE CONTEXTE EXTERNE





# LE CONTEXTE EXTERNE - POLITIQUE

- New Public Management (évolution dans les modes d'interaction avec les pouvoirs publics ; nouvelles formes du financement public, dont la contractualisation ou le contrat par objectifs)
- Climat anxiogène, sentiment d'un affaiblissement de la relation de confiance entre les pouvoirs publics et le secteur associatif
- Sentiment d'un manque de vision ou de projet politique à certains niveaux de pouvoir
- Sentiment d'un manque de cohérence entre les différents niveaux de pouvoir (silos verticaux) et/ou départements « ministériels » (silos horizontaux)
- Recul de l'Etat-Providence
- Basculements géopolitiques et tensions internationales
- Affaiblissement de l'Etat fédéral et régionalisation

# LE CONTEXTE EXTERNE - ECONOMIQUE

- Faibles taux de croissance et niveau de chômage élevé (particulièrement chez les jeunes et les personnes peu qualifiées)
- Dématérialisation progressive du travail
- Résurgence des « working poor » dans les pays dits développés
- Emergence de nouveaux modes d'intervention qui combinent missions d'intérêt général et recours au marché (entrepreneuriat social, impact investing et nouvelles formes de philanthropie)
- Apparition de nouveaux acteurs (entreprises privées capitalistes, multinationales) dans des activités de services à la personne autrefois réservées au secteur associatif

# LE CONTEXTE EXTERNE - SOCIÉTAL

- Evolution des besoins sociaux/sociétaux (vieillessement de la population, phénomènes migratoires, problèmes de santé publique, évolution de la structure familiale, urbanisation)
- Evolution des aspirations/attentes des citoyens
- Mutation des formes d'engagement, « rébellion » positive
- Emergence de mouvements sociaux/sociétaux/citoyens
- Emergence de l'approche systémique pour appréhender les problèmes sociaux/sociétaux dans leur complexité
- Affaiblissement des corps intermédiaires (organisés) et individualisation de nos sociétés
- Affirmation du territoire, localisme
- Anxiété amenant à des populismes, à du repli sur soi
- Affaiblissement de l'ancrage culturel
- Appropriation des Objectifs de Développement Durable (Nations Unies) par différents acteurs (publics, entreprises classiques, entreprises sociales et économie sociale)

# LE CONTEXTE EXTERNE - TECHNOLOGIQUE

- Place grandissante du digital / numérique
- Diffusion large des smartphones et autres outils numériques
- Réseaux sociaux
- Intelligence artificielle et Big Data

# LE CONTEXTE EXTERNE - ENVIRONNEMENTAL

- Perturbations climatiques
- Prise de conscience et mouvements écologistes (développement durable, zéro déchet, simplicité volontaire, décroissance)
- Atteinte/dépassement de certaines limites planétaires et épuisement des ressources naturelles

# LE CONTEXTE EXTERNE - LÉGAL

- Evolution/instabilité des cadres légaux spécifiques au secteur associatif
- Intégration de la loi sur les ASBL dans le nouveau Code des Sociétés et des Associations.

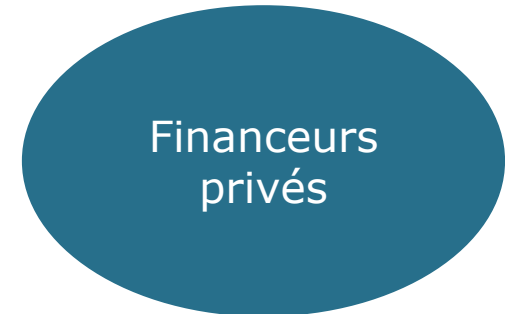
**Contexte externe**



**Financing-mix**



**Contexte externe**



Risques / Opportunités / Balises

# THÉORIE DU FINANCING-MIX

Les associations sont des organisations qui mobilisent de « **multiples ressources** » (Prouteau & Tchernonog, 2015).

- Pourquoi?  
Argument de base : limites de la vente et faible attractivité pour les investisseurs
- La théorie du financing-mix (Young, 2008) renverse l'argument de base: hybridation des ressources car les entreprises sociales génèrent des effets multiples et répondent aux attentes/besoins d'acteurs multiples
  - ➔ 2 principes de base:
    - Assurer un lien entre les effets (benefits) et les ressources (valeur d'échange)
    - Tout en faisant face aux défis internes (réalisation de la mission, accès aux ressources, etc.)



# THÉORIE DU FINANCING-MIX

Les effets...

- **Effets privés** : Effets positifs ressentis par les consommateurs directs d'un bien ou d'un service pour lequel il est théoriquement possible de demander un paiement en contrepartie
- **Effets publics** : Effets positifs ressentis par la collectivité et reconnus comme tels par les pouvoirs publics.
- **Effets indirects** : Effets positifs ressentis par des personnes ou organisations autres que les consommateurs directs d'un bien ou d'un service, au-delà de la reconnaissance par les pouvoirs publics.

# THÉORIE DU FINANCING-MIX

... les **ressources**

- Effets privés → ventes, cotisations
- Effets publics → ventes, aides publiques
- Effets indirects → dons, mécénat, volontariat, coopération

# THÉORIE DU FINANCING-MIX

... et les **défis internes / ajustements**

- La réalisation de la mission
- Les ajustements pragmatiques
  - Dépendance
  - Pérennité
  - Accès aux ressources
  - Interactions

# DIVERSIFICATION – POURQUOI / COMMENT

## **Financement / investissement public**

- A différents niveaux de pouvoir :
  - Local / Régional / Communautaire / Fédéral / Européen
- Différentes modalités:
  - Subsidés structurels (agrément / reconnaissance)
  - Aides à l'emploi (APE / ACS / etc.)
  - Appels à projets et subsidés ponctuels
  - Subsidés à l'investissement (infrastructures)
  - Incitants fiscaux
  - Quasi-marchés et solvabilisation de la demande (ex. titres-services)
  - Marchés publics avec clauses sociales (ex. construction et EFT/EI)

# DIVERSIFICATION – POURQUOI / COMMENT

## Financement par le marché (ventes)

- A différents acteurs :
  - Particuliers
  - Entreprises, associations
  - Etat
- Points d'attention :
  - Biens et services au cœur de la mission vs. en soutien à la mission
  - Intérêt d'un prix et
    - Composantes non monétaires d'un prix
    - situations de non exclusion (raisons techniques, efficacité, consensus social)
    - tarifs différenciés

# DIVERSIFICATION – POURQUOI / COMMENT

## **Financement hors marché par la philanthropie (dons, mécénat, bénévolat)**

- Différentes sources:
  - Particuliers (dons, bénévolat, crowdfunding)
  - Entreprises (dons, mécénat)
  - Fondations (dons, mécénat)
  - + « nouvelle philanthropie » (venture philanthropy, social investment, impact investing)
- Différentes approches
  - Structurée / non structurée
  - Financier / non financier
  - Court terme / long terme
  - Importance des montants
  - « during life » / « end of life »

# DIVERSIFICATION – POURQUOI / COMMENT

Éléments de contexte externe :

- Evolution des besoins → autres modes d'action et d'intervention?
- Contexte d'austérité et évolution des modes de financement public
- Nouveaux acteurs et nouveaux modes d'intervention qui combinent missions d'intérêt général et recours au marché
- Nouvelles formes de philanthropie

Divers acteurs peuvent valoriser divers effets positifs :

- Effets directs, collectifs/publics, indirects
- Réponse homogène (électeur médian) à une demande hétérogène
- À différents moments de la vie de l'association (innovation vs. institutionnalisation)

# DIVERSIFICATION – POURQUOI / COMMENT

Atouts et limites de différentes formes de financement :

- Financement public : bureaucratisation, évolution des financements structurels, appels à projet et mise en concurrence des associations, possible manque de transparence dans l'octroi des financements publics, exigences administratives (justification)
- Financement par le marché : fragilité des bénéficiaires, non exclusion
- Financement privé : flexibilité, souplesse, recours à des outils/méthodes possiblement inadaptés au contexte associatif



# FINANCING - MIX ASSOCIATIF

**Encadré 7 - Part des différents types de ressources des associations employeurs – Analyse par branches d'activités (Belgique, 2005)<sup>93</sup>**

Branches	Ventes au secteur privé (et certaines cotisations)	Ressources publiques	Dons (et certaines cotisations)	Autres	TOTAL
Action sociale	32,0%	57,2%	8,7%	2,1%	100%
Education	31,3%	63,8%	2,5%	2,4%	100%
Services de santé	15,5%	83,1%	0,1%	1,3%	100%
Culture, sports, loisirs	43,9%	48,1%	4,2%	3,8%	100%
Défense des droits	42,0%	35,7%	18,0%	4,3%	100%
Agriculture et industrie	68,8%	10,6%	0,6%	19,9%	100%
Services marchands	64,5%	18,0%	3,5%	14,0%	100%
<b>TOTAL</b>	<b>31,2%</b>	<b>60,2%</b>	<b>4,8%</b>	<b>3,8%</b>	<b>100%</b>

*Source : Calculs propres, sur base des données du compte satellite des institutions sans but lucratif (ICN, 2008).*

(source: Henry, 2010)

# FINANCING - MIX ASSOCIATIF

Tableau 6 : Provenance des ressources courantes des ISBL selon la branche d'activité\* en 2009 et en 2014 (en p.c. du total des ressources courantes par branche)\*

		Sociétés, ISBL et étranger	Admini- strations publiques	Ménages	Total
Agriculture et industrie	2014	88,8%	1,4%	9,8%	100,0%
	2009	88,8%	1,4%	9,8%	100,0%
Services	2014	72,6%	7,6%	19,8%	100,0%
	2009	73,9%	6,6%	19,5%	100,0%
Enseignement	2014	34,5%	18,5%	46,9%	100,0%
	2009	31,3%	21,0%	47,6%	100,0%
Santé humaine	2014	2,2%	78,9%	18,8%	100,0%
	2009	2,2%	78,9%	18,9%	100,0%
Action (médico) sociale	2014	11,8%	47,1%	41,2%	100,0%
	2009	11,3%	46,3%	42,3%	100,0%
Arts, spectacles et activités récréatives	2014	33,5%	23,9%	42,5%	100,0%
	2009	29,4%	25,6%	45,0%	100,0%
Autres activités de services	2014	46,1%	21,4%	32,4%	100,0%
	2009	46,3%	19,2%	34,5%	100,0%
<b>Total des ISBL</b>	<b>2014</b>	<b>23,6%</b>	<b>47,7%</b>	<b>28,7%</b>	<b>100,0%</b>

(source: Fondation Roi Baudouin, 2017)

# FINANCING-MIX ASSOCIATIF

**Tableau 7 : Répartition du financement public des ISBL selon la branche d'activité en 2009 et en 2014 (en p.c. du financement public total aux ISBL)**

	<b>2009</b>	<b>2014</b>
Agriculture et industrie	0,0%	0,0%
Services	1,6%	1,9%
Enseignement	1,0%	0,8%
Santé humaine	61,3%	61,6%
Action sociale	26,0%	25,7%
Arts, spectacles et activités récréatives	2,3%	1,9%
Autres activités de services	7,8%	8,0%
<b>Total des ISBL</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : ICN

(source: Fondation Roi Baudouin, 2017)

# FINANCING-MIX ASSOCIATIF

## Volontariat en Belgique – Principaux chiffres

- Nombre de bénévoles (dans des organisations): 1 166 000 personnes (= 12,5% de la population âgée de 15 ans et plus)
- Temps consacré au travail bénévole: en moyenne, 190h/an (soit 4h/semaine)
- Volume de travail bénévole: 221,2 millions d'heures prestées au cours de l'année (= 130 000 emplois équivalents temps plein)
- Répartition des bénévoles par type d'organisation: 83,3% dans le secteur associatif
- Répartition du travail bénévole par secteur d'activité:
  - Sport: 19,4%
  - culture et les activités socio-culturelles: 18,9%
  - services sociaux: 16,5%
  - Éducation et formation: (14,3%)

Rôles du bénévolat: créateur d'emplois et en complément au travail salarié

# RISQUES / OPPORTUNITES / BALISES

- Choc culturel, méconnaissance/incompréhension des réalités de chacun
- Stress, « schizophrénie », burn out
- Risque de détournement de la mission
- Inaccessible pour de nombreuses associations
- Difficultés liées à l'impératif de mesure d'impact
- Mobilisation d'outils / de méthodes possiblement inadaptés au contexte associatif
- Biais de sélection...

# RISQUES / OPPORTUNITES / BALISES

- Accès à de nouvelles ressources financières
- Accès à de nouveaux réseaux
- Accès à de nouvelles compétences
- Financement de projets innovants et risqués
- Soutien à la professionnalisation des entreprises sociales (accompagnement, compétences)
- Souplesse, flexibilité

# RISQUES / OPPORTUNITES / BALISES

- “Just a new tool in the toolbox”
- Reconnaître l’importance de l’Etat dans le financement des missions d’intérêt général et soutenir la complémentarité de l’action publique et associative
- Participer à l’émergence de nouvelles approches de financement privé (dynamiques multi-partenariales, dynamiques de *collective impact*, etc.) pour baliser leur développement en fonction des besoins
- Reconnaître l’importance de démontrer la plus-value du modèle associatif dans la réalisation de missions d’intérêt général

# POUR ALLER PLUS LOIN

Garbarczyk, B. (2018), Les financements privés au secours des entreprises sociales ?, *Analyse SAW-B*, SAW-B, Bruxelles.

Henry, A. (2010), « Le financement des entreprises sociales », in: Mertens, S. (éd.), *La gestion des entreprises sociales*, Edi.Pro, Liège, p. 151-215.

Mertens, S. (2010), "Les contours de l'entreprise sociale", in: Mertens, S. (éd.), *La gestion des entreprises sociales*, Edi.Pro, Liège, p. 21-100.

Prouteau, L., Tchernonog, V. (2015), "Changes in the public funding of French voluntary associations: evidence, prospects and challenges", *Annals of Public and Cooperative Economics*, Vol. 86, n°2, p. 291-316.

Rigo, C., Biernaux, O., Volon, H. (2017), *Le poids économique des Institutions sans but lucratif en Belgique. Edition 2017*, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles

Rijpens, J., Mertens, S. (2019), *La pérennité des associations dans un environnement en mutation. Vers un outil d'autoévaluation pour se préparer au futur*, Rapport de recherche, Centre d'Economie Sociale, HEC Liège, Liège.

Xhaufclair, V., Marée, M. (2016), *Le bénévolat en Belgique, quelques chiffres récents*, in: Mertens, S., *Le Baromètre des Entreprises Sociales en Belgique*.

Xhaufclair, V., Mernier, A. (2015), *Vers de nouvelles philanthropies*, in: Rijpens, J., Mertens, S., *Le Baromètre des Entreprises Sociales en Belgique*.

Young, D. (2007), "Towards a normative theory of nonprofit finance", in: Young, D. (ed.), *Financing Nonprofits*, Altamira Press, Lanham.





***Financement versus  
Investissement - les outils  
financiers***

François-Louis Leboutte  
Crédal

# Crédal

L'argent solidaire

Le financement du secteur  
à profit social en Belgique

Namur

20 Juin 2019



OCEAN  
DES  
RESEAUX

Argent

humain

MER DE LA  
FINANCE  
SOLIDAIRE

ville  
durable

MASSIF  
DE  
L'EXPERTISE

Plateaux de l'agriculture  
paysanne

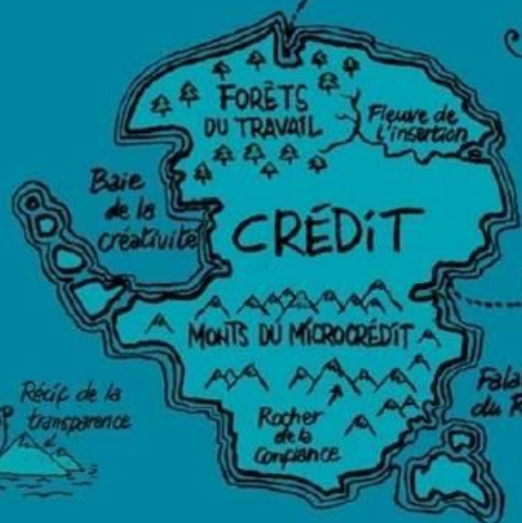
ACCOMPAGNEMENT

DUNES DES  
VOLONTAIRES

Versant  
du  
développement

Pic de  
conseil

KANAR



projet

Récif de la  
transparence



# Financement vs Investissement

- Financement = l'ensemble des ressources financières (internes ou externes), à disposition d'une entreprise (asbl ou société), nécessaires pour réaliser son activité.
- Le sens généralement utilisé (crédit bancaire) n'est qu'une source de financement parmi d'autres.
- Les différentes sources de financement sont :
  - Subsidés
  - Crédit - via des emprunts
  - L'autofinancement - via des capitaux propres / réserves
  - Capital - apports des tiers en contrepartie des parts sociales

# Financement vs Investissement

- Investissement = dépense destinée à augmenter, à long terme, la richesse de celui qui l'engage
- Dans une entreprise, un investissement sert à :
  - augmenter la productivité (des machines)
  - gagner du temps (logiciel)
  - gagner de nouveaux clients (campagne de communication...)
  - baisser les coûts (réduire sa consommation d'énergie)

# Financement vs Investissement

- Même s'ils sont souvent utilisés de manière interchangeable, un financement et un investissement sont des choses assez différentes.
- De fait, un investissement peut être réalisé grâce à un ou plusieurs types de financement différents.

# Financement public et privé

- Le secteur à profit social est principalement financé par des mécanismes de financement public.
  - Subsidies, projets, marchés publics, etc.
- Le financement privé peut compléter le financement public avec des ressources additionnelles.
  - Mécénat, Crédit, investissement citoyen (cooperatives, obligations), investissement via des fonds publics ou privés, crowdfunding, etc.

# Financement privé

## ●● Mécénat

- Finance des initiatives spécifiques ou frais structure
- Apporté par des Fondations (dons), privés (legs) ou crowdfunding (dons à des projets)

## ●● Crédit - Bancaire ou non-bancaire

- Préfinance des subsides
- Apporte de la trésorerie
- Facilite les investissements (bâtiments, locaux, etc)



# Investissement privé

## ●● Investissement citoyen

- Achat de parts des cooperatives
- Crowdfunding (investissement dans des projets)

## ●● Investissement privé

- Mécanismes semi-publics (Garanties, Capital, Prêts LT - Fonds régionaux)
- Fonds privés (Financement Solidaire)







**MERCI**

François-Louis Leboutte

[francois-louis.leboutte@credal.be](mailto:francois-louis.leboutte@credal.be)

Avec le soutien de :



# ***World café***

***Les besoins des entreprises sociales en  
termes d'investissement privé et de  
formation sur le sujet***

Cécile de Préval

UNIPSO

# World café : objectifs

- ▶ Recueillir les besoins des deux publics-cibles du projet en vue de réaliser le contenu du programme de formation
- ▶ Etat des lieux des **opportunités et des freins** au renforcement du **dialogue** entre les entreprises à profit social et les investisseurs-financeurs privés
- ▶ Nous allons vous faire travailler sur l'accès des entreprises à profit social à l'ensemble des mécanismes de financement proposés par les acteurs privés du financement et différent du subventionnement

# World café : déroulement

- ▶ 6 thématiques / 6 tours
  - ▶ Les participants se divisent en 6 groupes
  - ▶ Chaque groupe s'installe à une des 6 tables
  - ▶ Une thématique est traitée par table : le groupe doit répondre à la question posée. Un modérateur sera présent à chaque table pour noter les apports des participants.
  - ▶ À la fin du temps imparti, chaque groupe passe à la table suivante
  - ▶ Le modérateur présente ce qui a été dit par le groupe précédent. Le nouveau groupe complète et le modérateur note les apports du nouveau groupe.
  - ▶ Ainsi de suite jusqu'à ce que chaque groupe soit passé à toutes les tables
  - ▶ Timing : Tour 1 : 25 mn - Tour 2 : 20 mn - Tour 3 : 15 mn - Tour 4 : 10 mn, etc.

# World café : 6 thématiques

- ▶ Quels **besoins de financement/investissement privé**? Pour financer quoi?
- ▶ Difficultés, freins, besoins en termes d'**identification des financeurs privés** et difficultés, freins, besoins en termes de **dialogue avec les financeurs privés** + expériences inspirantes pour surmonter ces difficultés : accès à l'information/connaissance du champ de l'investissement
- ▶ Difficultés, freins, besoins pour **entrer en contact / dialoguer avec les financeurs privés** + expériences inspirantes pour surmonter ces difficultés
- ▶ Difficultés, freins, besoins pour **soutenir/favoriser des dispositifs de financement triangulaire avec financeurs privés et publics** autour de la table + expériences inspirantes pour surmonter ces difficultés
- ▶ Attentes et besoins en termes de **contenus** (sur quoi devrait porter la formation) **et contenants** (durée, flexibilité, méthodes de formation, en ligne/présentiel, 'learning by doing', etc.) **de formation** pour un/des module.s à **destination des ASBL/entreprises à profit social**?
- ▶ Attentes et besoins en termes de **contenus de formation** pour un/des module.s **favorisant l'échange/l'interaction entre financeurs privés et ASBL/entreprises à profit social**